

Notre pays a besoin d'un autre Conseil fédéral

Ueli Leuenberger, Vice- président des Verts, Conseiller national (GE)

Le bilan de la législature qui se termine nous montre très clairement à quel point les questions les plus importantes pour notre pays et ses habitantes et habitants sont négligées par la majorité du Parlement et ne sont pas traitées avec le sérieux nécessaire par le Conseil fédéral. Nous nous affrontons depuis toujours, mais plus particulièrement depuis l'entrée de Christoph Blocher au Conseil fédéral, à une majorité gouvernementale qui néglige de manière irresponsable les menaces des changements climatiques et semble ignorer les enjeux relatifs à la cohésion sociale et nationale.

Le court terme dicte toute l'action gouvernementale. La majorité de ses membres est adepte de la croissance à tout prix et de l'augmentation du PIB sans tenir compte des dégâts qu'une telle politique crée à moyen et long termes.

Les Verts, eux, s'engagent pour le long terme et appellent à des changements importants en Suisse. Le développement durable doit se concrétiser par une action politique courageuse et déterminée.

Les Verts sont mûrs pour entrer au Conseil fédéral, nous ne cessons de le répéter. Nos analyses s'avèrent justes même si elles peuvent encore être affinées. Seul le parti du Conseiller fédéral Blocher, ses chefs de file en tête, ricane encore aujourd'hui quand on parle de réchauffement climatique. Les autres partis bourgeois, sous la contrainte des faits et par peur de perdre des voix, ont passablement verdi leurs plateformes électorales ces derniers mois. Nous pensons qu'il ne s'agit donc pas seulement d'une manifestation d'opportunisme électoral mais que les dangers climatiques toujours plus nombreux qui nous guettent, inquiètent effectivement un nombre toujours plus grand de responsables de ces partis. Cette prise de conscience se fait sous contrainte de l'actualité climatique et météorologique mais aussi à la suite des appels incessants de l'ensemble de la communauté scientifique internationale et de la pression d'une partie grandissante de la population. Selon les derniers sondages en Suisse, le climat est considéré comme le problème majeure par la population.

Nous vivons une époque exceptionnelle. Une situation exceptionnelle nécessite d'agir exceptionnellement plus rapidement que d'habitude. Dans cette optique, nous avons fait d'innombrables interventions parlementaires et mené de nombreuses actions diverses. Par exemple, afin d'insister sur la gravité de la situation, nous avons proposé, il y a de cela deux ans, un « plan Wahlen » de l'énergie, en référence au plan d'urgence pour assurer la souveraineté alimentaire pendant la Deuxième guerre mondiale. Contrairement aux cantons et communes où des Vertes et Verts participent au gouvernement, la Berne fédérale a souvent fait le contraire de ce que le bon sens exigeait ou n'a fait que des pas très timides dans le domaine de l'environnement.

Les élections fédérales d'octobre et celles du renouvellement du Conseil fédéral en décembre offrent une occasion de changer de cap et de prendre enfin au sérieux l'avenir de notre pays et de notre planète.

A l'exception de l'UDC qui persiste à nier totalement l'existence des enjeux climatiques, les partis gouvernementaux affirment tous la nécessité d'agir dans le domaine de l'environnement pour faire face au réchauffement climatique et aux questions énergétiques. Si le PDC et le Parti radical sont prêts à tenir leurs promesses électorales, il sera possible avec le Parti socialiste qui a des positions claires sur ces questions et les Verts de former un gouvernement prêt à agir rapidement pour faire face à cette situation exceptionnelle.

L'UDC avec ses positions néfastes contre l'environnement et sa perpétuelle stigmatisation de telle ou telle partie de la population nuit gravement à la cohésion sociale et nationale de notre pays. Une telle force politique, conduite par un chef de file membre du gouvernement qui nie les problèmes climatiques, qui attaque les institutions, qui mène campagne contre nos tribunaux et le droit international, est actuellement extrêmement néfaste pour notre pays.

Les Verts veulent un Conseil fédéral où la concordance ne soit pas seulement numérique, mais aussi qualitative. Le gouvernement doit être constitué sur la base d'accords face aux enjeux les plus cruciaux que sont le climat et la cohésion sociale et nationale. Nous disons donc très clairement que l'UDC n'a plus sa place au Conseil fédéral.

Les Verts veulent un Conseil fédéral qui prend les problèmes environnementaux au sérieux et un gouvernement qui respecte les droits humains. L'UDC ne remplit pas ces exigences. Il ne s'agit donc pas de savoir, si c'est plutôt le PDC ou le PRD qui a droit à revendiquer un deuxième siège au Conseil fédéral. Nous voulons très clairement un Conseil fédéral sans UDC, avec lequel il est aujourd'hui impossible de faire une politique de protection de l'environnement, de développer une politique économique orientée selon les exigences écologiques et de mener une politique humaine dans le domaine social et de l'intégration.

Les Verts sont prêts à participer dans un Conseil fédéral qui prend les problèmes du réchauffement climatique et la cohésion sociale au sérieux. Les autres partis, particulièrement le PS et le PDC ont la possibilité de modifier la composition du Conseil fédéral dans ce sens.

Comme je l'ai dit d'entrée, les Verts sont mûrs pour participer au Conseil fédéral. Nous verrons si les autres partis sont mûrs pour ces changements.